



MINISTÈRE DES MINES

Le Ministre

ARRETE MINISTERIEL N°.....002631...../CAB.MIN/MINES/01/2020
DU13.OCT.2020..... PORTANT REFUS D'OCTROI DU PERMIS DE
RECHERCHES N° 14857 A LA SOCIETE KIBOBWA SARLU

Vu la Constitution, telle que modifiée par la Loi n°11/002 du 11 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution de la République Démocratique du Congo, spécialement ses articles 93, 202 point 36 litera f, 203 point 16 ;

Vu la Loi n° 007/ 2002 du 11 Juillet 2002 portant Code Minier, telle que modifiée et complétée par la Loi n° 18/001 du 9 mars 2018, spécialement ses articles 10, 12, 45, 48 alinéa 1^{er}, 56 et 57 ;

Vu l'Ordonnance n° 19/056 du 20 Mai 2019 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu l'Ordonnance n° 19/077 du 26 Août 2019 portant nomination des Vice-Premiers Ministres, des Ministres d'Etat, des Ministres, des Ministres Délégués et des Vice-Ministres ;

Vu l'Ordonnance n° 20/016 du 27 Mars 2020 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement, ainsi qu'entre les membres du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n° 20/017 du 27 Mars 2020 fixant les attributions des Ministères, spécialement son article 1^{er} A et B point 22 ;

Vu le Décret n° 038/2003 du 26 Mars 2003 portant Règlement Minier, tel que modifié et complété par le Décret n° 18/024 du 08 Juin 2018, spécialement ses articles 96 à 102 et 104 à 107 alinéa 1^{er} ;

Considérant la demande du **Permis de Recherches n° KIN/20200306/100000** introduite par la **Société Kibobwa SARLU** en date du **06 Mars 2020**, et les pièces requises y jointes ;



Considérant la lettre n° CAMI/DG/084/2020 du 03 Août 2020 transmettant le projet d'Arrêté Ministériel portant refus d'octroi d'un droit minier à la **Société Kibobwa SARLU** ;

Considérant que :

La capacité financière minimum présentée est insuffisante et ne couvre pas cette demande (Cfr article 58 alinéa 2 du Code Minier) ;

Sur avis défavorable du Cadastre Minier ;

ARRETE :

Article 1^{er} :

Il est refusé, à la **Société Kibobwa SARLU** ayant son siège social au n° 158B de l'Avenue Kasai, Ville de Lubumbashi, Province du Haut-Katanga, le Permis de Recherches sollicité.

Article 2 :

La **Société Kibobwa SARLU** a le droit d'exercer un recours conformément aux dispositions des articles 57 alinéa 2, 313 et 314 du Code Minier.

Article 3 :

Le Secrétaire Général aux Mines et le Directeur Général du Cadastre Minier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 13 OCT 2020

Prof. Willy KITOBO SAMSONI

Ampliations :

- Cabinet du Président de la République : 1
- Cabinet du Ministre des Mines : 2
- Secrétariat Général des Mines : 1
- Cadastre Minier : 1
- CTCPM : 1
- SAEMAPE : 1
- Sté Kibobwa SARLU : 1